

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1907

[2009/202359]

**30 AVRIL 2009. — Décret portant création de la société anonyme de droit public
"Société de Développement de Liège-Guillemins" (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé sous la dénomination sociale de "Société de Développement de Liège-Guillemins", en abrégé : "SDLG", une personne morale de droit public, ayant pour objet une mission de service public : le développement, la réalisation et l'exploitation de l'espace immobilier définis au périmètre de remembrement urbain de référence pour le développement du quartier des Guillemins.

Elle peut faire construire, acheter, vendre, prendre et donner en location tous les biens immobiliers nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social ainsi qu'effectuer toute autre opération de nature immobilière.

Elle peut, par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou de droits sociaux ou de toute autre manière, participer à toutes les sociétés financières, industrielles ou commerciales qui ont un objet qui se rapporte directement ou indirectement au sien. La société ne peut pas créer de filiales sans l'autorisation du Gouvernement.

La société peut faire toutes les opérations de nature commerciale, industrielle et financière, mobilières ou immobilières, qui peuvent contribuer à réaliser, développer ou faciliter son objet social.

Elle peut participer directement ou indirectement dans toutes les entreprises qui ont un objet similaire ou étroitement lié au sien.

Cette personne morale se substitue à la société anonyme du même nom, inscrite sous le numéro d'entreprise BCE n° 0450.994.372.

Art. 2. La société adopte la forme d'une société anonyme. Elle est constituée pour une durée illimitée. Ses titres sont nominatifs.

Exception faite des dérogations spécifiques reprises au présent décret, ses statuts sont régis par les dispositions du Code des sociétés.

Les modifications statutaires relèvent de la compétence de l'assemblée générale et sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

La décision de dissoudre et liquider la société doit être prise par un décret qui déterminera les modalités de liquidation.

Art. 3. La société peut avoir pour actionnaires :

- 1° la Région wallonne;
- 2° toute autre personne de droit public;
- 3° des intercommunales pures.

Art. 4. Le conseil d'administration est composé de maximum quatorze membres dont un président et deux vice-présidents.

Chaque actionnaire visé à l'article 3, 1° et 2°, dispose d'un nombre égal de représentants au conseil d'administration. Chaque actionnaire visé à l'article 3, 3° dispose de deux représentants au conseil d'administration.

Le mandat du président du conseil d'administration ne peut être attribué qu'à un administrateur nommé sur proposition des pouvoirs publics. En cas d'égalité des voix au sein du conseil d'administration, celle du président est prépondérante.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de cinq ans et leur mandat est renouvelable.

Le conseil d'administration confiera la gestion journalière au directeur de la société. Le directeur assistera aux réunions du conseil d'administration sans voix délibérative.

L'assemblée générale fixe les émoluments du président, des vice-présidents, des administrateurs et des commissaires du Gouvernement.

Art. 5. Le conseil d'administration élit un comité exécutif. Il se compose de maximum six membres et du directeur.

Chaque actionnaire visé à l'article 3, 1° et 2°, et représenté au conseil d'administration a droit à un nombre égal de représentants au Comité exécutif :

— deux membres sont nommés sur proposition de la ville de Liège, dont le président qui est le bourgmestre de la ville de Liège;

— deux membres sont nommés sur proposition de la Région wallonne, dont le premier vice-président.

Le comité exécutif ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Le directeur dispose d'une voix consultative.

Le comité exécutif est chargé de l'instruction des dossiers à soumettre au conseil d'administration. Il assure en outre la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut charger le comité exécutif de toute mission spécifique qui lui semble utile. De même, il peut lui déléguer une partie de ses pouvoirs sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur les actes réservés au conseil d'administration.

Art. 6. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention de deux commissaires qu'il désigne.

Les commissaires du Gouvernement participent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Art. 7. La comptabilité de la société est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

La situation financière de la société, ses comptes et la régularité des opérations au regard du décret, des statuts et du Code des sociétés sont vérifiés par un commissaire, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ses émoluments sont fixés dans la décision qui le désigne.

Art. 8. La société décide, dans les limites de son objet social, de l'étendue, des techniques et conditions de son financement externe. La société pourra procéder à des emprunts garantis par la Région wallonne. Elle peut accepter des libéralités et recevoir des subventions des pouvoirs publics.

Ses recettes proviennent en outre de son activité, des revenus de son patrimoine, de toutes opérations financières et des subventions.

Le conseil d'administration est autorisé à recourir à la technique du capital autorisé et peut augmenter le capital en une ou plusieurs fois d'un montant maximum de dix millions d'euros.

Art. 9. Dans le cadre de la réalisation de son objet social, le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier.

Art. 10. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société peut procéder, dans le cadre de la réalisation de son objet social, en son nom et pour son compte, à des expropriations pour cause d'utilité publique.

Art. 11. Par dérogation à l'article 173, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, la société, en accord avec son objet social et dans le cadre de son périmètre, peut procéder à des opérations de rénovation urbaine et solliciter des subventions visées à l'article 173, § 2, 1^o.

Art. 12. Les personnes qui seront chargées de l'exploitation des biens immobiliers ainsi que, le cas échéant, les personnes qui seront engagées aux fins exclusives visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de l'A.R.P.G. le seront par contrat de travail.

Art. 13. Les règles, modalités et objectifs, selon lesquels la société exerce les missions de service public qui lui sont confiées, sont déterminés dans un contrat de gestion "*sui generis*" conclu entre la Région wallonne et la société. Les modalités de conclusion du contrat de gestion et les règles essentielles qui le concernent sont déterminées par le Gouvernement.

Art. 14. La ville de Liège est habilitée à prendre des participations dans la structure publique SDLG.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 995 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1907

[2009/202359]

**30. APRIL 2009 — Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts
"Société de Développement de Liège-Guillemins" (Gesellschaft zur Entwicklung von Liège-Guillemins) (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Unter der Gesellschaftsbezeichnung "Société de Développement de Liège-Guillemins", in Kurzform: "SDLG", wird eine juristische Person öffentlichen Rechts gegründet, deren Zweck eine Aufgabe öffentlichen Dienstes ist: die Entwicklung, die Verwirklichung und die Betreibung des Immobilienraumes, wie im Referenzumkreis für städtische Flurbereinigung für die Entwicklung des Guillemins-Viertels bestimmt.

Sie kann alle unbeweglichen Güter bauen lassen, kaufen, verkaufen, mieten und vermieten, die zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks notwendig bzw. nützlich sind, sowie jede andere Verrichtung in Sachen Immobilien tätigen.

Sie kann sich durch Einbringung, Zeichnung oder Kauf von Aktien oder Gesellschaftsrechten oder auf jede andere Weise an allen finanziellen, industriellen oder kaufmännischen Gesellschaften beteiligen, deren Gesellschaftszweck direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden ist. Die Gesellschaft darf keine Tochtergesellschaften ohne die Erlaubnis der Regierung gründen.

Die Gesellschaft kann alle Verrichtungen kaufmännischer, industrieller und finanzieller Art oder alle mit beweglichen oder unbeweglichen Gütern verbundenen Verrichtungen tätigen, die zur Verwirklichung, Entwicklung oder Förderung ihres Gesellschaftszwecks beitragen können.

Sie kann sich direkt oder indirekt an allen Unternehmen beteiligen, deren Gesellschaftszweck vergleichbar oder eng mit ihrem eigenen verbunden ist.

Diese juristische Person ersetzt die gleichnamige Aktiengesellschaft, die unter der Betriebsnummer BCE Nr. 0450.994.372 registriert ist.

Art. 2 - Die Gesellschaft wird als Aktiengesellschaft gegründet. Sie wird für einen unbegrenzten Zeitraum gegründet. Ihre Aktien sind Namensaktien.

Mit Ausnahme der spezifischen, im vorliegenden Dekret erwähnten Abweichungen unterliegen ihre Satzungen den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches.

Die Änderungen an den Satzungen fallen in den Zuständigkeitsbereich der Generalversammlung und unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Der Beschluss, die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren, muss durch ein Dekret gefasst werden, das die Auflösungsmodalitäten bestimmen wird.

Art. 3 - Können Teilhaber der Gesellschaft sein:

- 1° die Wallonische Region;
- 2° jede andere Person öffentlichen Rechts;
- 3° reine Interkommunalen.

Art. 4 - Der Verwaltungsrat besteht aus höchstens vierzehn Mitgliedern, unter denen ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende sind.

Jeder in Artikel 3 1° und 2° erwähnte Teilhaber verfügt über die gleiche Anzahl Vertreter im Verwaltungsrat. Jeder in Artikel 3 3° erwähnte Teilhaber verfügt über zwei Vertreter im Verwaltungsrat.

Das Mandat des Vorsitzenden des Verwaltungsrates kann nur einem auf Vorschlag der öffentlichen Behörden ernannten Verwaltungsratsmitglied gewährt werden. Bei Stimmengleichheit im Verwaltungsrat ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt und ihr Mandat ist erneuerbar.

Der Verwaltungsrat wird die tägliche Geschäftsführung dem Direktor der Gesellschaft anvertrauen. Der Direktor wird den Versammlungen des Verwaltungsrats ohne beschließende Stimme beiwohnen.

Die Generalversammlung setzt die Entlohnung des Vorsitzenden, der stellvertretenden Vorsitzenden, der Verwaltungsratsmitglieder und der Kommissare der Regierung fest.

Art. 5 - Der Verwaltungsrat wählt einen Exekutivausschuss. Dieser besteht aus höchstens sechs Mitgliedern und dem Direktor.

Jeder in Artikel 3 1° und 2° erwähnte und im Verwaltungsrat vertretene Teilhaber hat Anrecht auf die gleiche Anzahl Vertreter im Exekutivausschuss:

— zwei Mitglieder, unter denen der Vorsitzende, der der Bürgermeister der Stadt Lüttich ist, werden auf Vorschlag der Stadt Lüttich ernannt;

— zwei Mitglieder, unter denen der erste stellvertretende Vorsitzende, werden auf Vorschlag der Wallonischen Region ernannt.

Der Exekutivausschuss kann nur dann auf gültige Weise beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag. Der Direktor verfügt über eine beratende Stimme.

Der Exekutivausschuss wird mit der Untersuchung der dem Verwaltungsrat vorzulegenden Akten beauftragt. Außerdem sorgt er für die Umsetzung der Beschlüsse des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann den Exekutivausschuss mit jeder spezifischen Aufgabe, die er nützlich findet, beauftragen. Ebenso kann er ihm einen Teil seiner Befugnisse übertragen, ohne dass diese Vollmachtserteilung die allgemeine Politik der Gesellschaft oder die dem Verwaltungsrat vorbehaltenen Handlungen betreffen darf.

Art. 6 - Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung, die durch Vermittlung zweier durch sie bezeichneten Kommissare ausgeübt wird.

Die Kommissare der Regierung nehmen an den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme teil.

Art. 7 - Die Buchhaltung der Gesellschaft wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Die finanzielle Lage der Gesellschaft, ihre Rechnungen und die Ordnungsgemäßheit der Verrichtungen gegenüber dem Dekret, der Satzungen und dem Gesellschaftsgesetzbuch werden von einem Kommissar, der Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist, geprüft.

Seine Entlohnung wird in dem ihn benennenden Beschluss festgesetzt.

Art. 8 - Die Gesellschaft entscheidet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks über das Ausmaß, die Techniken und die Bedingungen ihrer externen Finanzierung. Die Gesellschaft wird durch die Wallonische Region garantierte Darlehen aufnehmen können. Sie kann Schenkungen annehmen und Zuschüsse von den Behörden erhalten.

Ihre Einnahmen stammen außerdem aus ihrer Tätigkeit, den Einkünften ihres Vermögens, allen finanziellen Verrichtungen und Zuschüssen.

Der Verwaltungsrat darf die Technik des genehmigten Kapitals verwenden und darf das Kapital in einer oder mehreren Stufen um einen Höchstbetrag von zehn Millionen Euro erhöhen.

Art. 9 - Im Rahmen der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks ist das Katastereinkommen der Güter der Gesellschaft vom Immobiliensteuervorabzug befreit.

Art. 10 - Vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung kann die Gesellschaft im Rahmen der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks in ihrem Namen und auf eigene Rechnung Enteignungen im öffentlichen Interesse vornehmen.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 173 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe kann die Gesellschaft unter Einhaltung ihres Gesellschaftszwecks und im Rahmen ihres Umkreises Stadterneuerungsmaßnahmen vornehmen und in Artikel 173, § 2, 1^o erwähnte Zuschüsse beantragen.

Art. 12 - Die Personen, die man mit der Verwaltung der Immobilien beauftragen wird, sowie ggf. die Personen, die man ausschließlich zu den in Artikel 2 § 1 Absatz 2 des Königlichen Erlass zur Festlegung der auf das Personal der Gemeinschaften und Regionen anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten erwähnten Zwecken einstellen wird, werden unter Arbeitsvertrag stehen.

Art. 13 - Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, auf deren Grundlage die Gesellschaft die ihr anvertrauten Aufgaben durchführt, werden in einem zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossenen "sui generis"-Vertrag bestimmt. Die Modalitäten zum Abschluss des Geschäftsführungsvertrags und die ihn betreffenden wesentlichen Regeln werden von der Regierung bestimmt.

Art. 14 - Die Stadt Lüttich ist befugt, Anteile an der öffentlichen Struktur SDLG zu nehmen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2008-2009

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 995 (2008-2009), Nrn. 1 und 2
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009
Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1907

[2009/202359]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Société de Développement de Liège-Guillemins" (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt onder de maatschappelijke benaming "Société de Développement de Liège-Guillemins", afgekort: "SDLG" een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht die een openbare opdracht als doel heeft: de ontwikkeling, de uitvoering en de uitbating van de onroerende ruimte bepaald in de stedelijke referentie-verkavelingsomtrek voor de ontwikkeling van de wijk "Guillemins".

Hij kan alle onroerende goederen bouwen, kopen, verkopen, huren en verhuren die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van zijn maatschappelijk doel alsook elke andere onroerende handeling verrichten.

Hij kan d.m.v. inbreng, inschrijving of aankoop van aandelen of maatschappelijke rechten of op elke andere wijze ook deelnemen in alle financiële, industriële of handelsvennootschappen die een doel hebben dat rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op zijn doel. De vennootschap mag geen dochtermaatschappijen zonder de machtiging van de Regering oprichten.

De vennootschap kan alle handels-, industriële en financiële, roerende of onroerende handelingen doen, die ertoe kunnen bijdragen haar maatschappelijk doel uit te voeren, te ontwikkelen of te vergemakkelijken.

Ze kan al dan niet rechtstreeks deelnemen in alle ondernemingen die een gelijk doel hebben of een doel hebben dat met de hare nauw gebonden is.

Die rechtspersoon neemt de plaats in van de naamloze vennootschap met dezelfde naam, ingeschreven onder het ondernemingsnummer KBO nr. 0450.994.372.

Art. 2. De vennootschap neemt de vorm aan van een naamloze vennootschap. Ze wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar effecten zijn op naam.

Met uitzondering van de in dit decreet bedoelde specifieke afwijkingen, worden haar statuten geregeld bij de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen.

De statutaire wijzigingen behoren tot de bevoegdheid van de algemene vergadering en worden onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

De beslissing tot ontbinding en vereffening van de vennootschap moet bij een decreet genomen worden, dat de vereffeningmodaliteiten zal bepalen.

Art. 3. De vennootschap kan de volgende aandeelhouders hebben :

1° het Waalse Gewest;

2° elke andere publiekrechtelijke persoon;

3° zuivere intercommunales.

Art. 4. De raad van bestuur bestaat uit maximum veertien leden waaronder één voorzitter en twee onder-voorzitters.

Elke aandeelhouder bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, beschikt over een gelijk aantal vertegenwoordigers binnen de raad van bestuur. Elke aandeelhouder bedoeld in artikel 3, 3°, beschikt over twee vertegenwoordigers binnen de raad van bestuur.

Het mandaat van de voorzitter van de raad van bestuur mag slechts toegekend worden aan een bestuurder benoemd op voorstel van openbare overheden. Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De bestuurders worden voor vijf jaar benoemd en hun mandaat is verlengbaar.

De raad van bestuur zal het dagelijkse beheer toevertrouwen aan de directeur van de vennootschap. De directeur zal de vergaderingen van de raad van bestuur bijwonen zonder stemgerechtigd te zijn.

De algemene vergadering bepaalt de bezoldigingen van de voorzitter, de ondervoorzitters, de bestuurders en de regeringscommissarissen

Art. 5. De raad van bestuur kiest een uitvoerend comité. Het bestaat uit maximum zes leden en de directeur.

Elke aandeelhouder bedoeld in artikel 3, 1° en 2° en vertegenwoordigd in de raad van bestuur heeft recht op een gelijk aantal vertegenwoordigers in het uitvoerende comité :

— twee leden worden benoemd op de voordracht van de stad Luik, waaronder de voorzitter die burgemeester van de stad Luik is;

— twee leden worden benoemd op de voordracht van het Waalse Gewest, waaronder de eerste ondervoorzitter.

Het uitvoerende comité kan slechts op geldige wijze beraadslagen wanneer minstens de helft van zijn leden aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de stemmen genomen. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. De directeur heeft een raadgevende stem.

Het uitvoerend comité is belast met de behandeling van de dossiers die voorgelegd moeten worden aan de raad van bestuur. Het zorgt bovendien voor de uitvoering van de beslissing van de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan het uitvoerend comité belasten met elke specifieke opdracht die hij nuttig acht. Hij kan ook hem een gedeelte van zijn machten overdragen zonder dat die overdracht betrekking mag hebben op het algemeen beleid van de vennootschap of de handelingen voorbehouden aan de raad van bestuur.

Art. 6. De vennootschap is onderworpen aan de controle van de Regering, die uitgeoefend wordt door toedoen van twee commissarissen die ze aanwijst.

De Regeringscommissarissen nemen deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem.

Art. 7. De boekhouding van de vennootschap wordt gehouden overeenkomstig de wetgeving over de boekhouding van de ondernemingen.

De financiële toestand van de vennootschap, haar rekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen ten opzichte van het decreet, de statuten en het Wetboek van vennootschappen worden gecontroleerd door een commissaris, lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Zijn bezoldigingen worden bepaald in de beslissing waarbij hij wordt aangewezen.

Art. 8. De vennootschap beslist binnen de perken van haar maatschappelijk doel over de omvang, de technieken en de voorwaarden van haar externe financiering. De vennootschap zal kunnen overgaan tot leningen gewaarborgd door het Waalse Gewest. Ze kan giften aannemen en toelagen krijgen van de openbare overheden.

Haar ontvangsten komen bovendien uit haar activiteit, de inkomens van haar vermogen, alle financiële verrichtingen en uit de toelagen.

De raad van bestuur wordt ertoe gemachtigd om een beroep te doen op de techniek van het toegelaten kapitaal en kan het kapitaal in één of verschillende keren verhogen met een maximumbedrag van tien miljoen euro.

Art. 9. In het kader van de uitvoering van haar maatschappelijk doel, wordt het kadastraal inkomen van de goederen van de vennootschap vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

Art. 10. Mits de machtiging van de Regering kan de vennootschap in het kader van de uitvoering van haar maatschappelijk doel op haar naam en voor haar rekening overgaan tot onteigeningen ten algemene nutte.

Art. 11. In afwijking van artikel 173, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium kan de vennootschap in overeenstemming met haar maatschappelijk doel en in het kader van haar omtrek overgaan tot stadsvernieuwingsverrichtingen en om toelagen bedoeld in artikel 173, § 2, 1^o, verzoeken.

Art. 12. De personen die zullen worden belast met de uitbating van de onroerende goederen alsmede, in voorkomend geval, de personen die slechts voor de gevallen bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van het A.P.K.B. aangeworven zullen worden, zullen bij arbeidscontract in dienst genomen worden.

Art. 13. De regels, modaliteiten en doelstellingen volgens welke de vennootschap de haar toevertrouwde openbare opdrachten vervult, worden bepaald in een beheersovereenkomst "*sui generis*" die tussen het Waalse Gewest en de maatschappij gesloten is. De modaliteiten betreffende het sluiten van de beheersovereenkomst en de essentiële regels die ze betreffen, worden door de Regering bepaald.

Art. 14. De stad Luik wordt ertoe gemachtigd om participaties in de openbare structuur SDLG te nemen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 995 (2008-2009), nrs. 1 tot 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.